

1^{re} CONFÉRENCE NATIONALE SUR LE RÔLE DES MÉDIAS

DANS L'ÉCRITURE DE L'HISTOIRE DE LA GUERRE DE LIBÉRATION À SKIKDA

La presse et les explosions de Reggane au menu

Lancer une nouvelle spécialité dans les médias algériens qui traite du volet histoire, en particulier celle de l'Algérie ; dispenser une formation au profit des journalistes dans le domaine de l'histoire ; multiplier les conférences d'envergure nationale et régionale se rapportant aux thèmes historiques ; faciliter aussi l'accès aux sources d'information.

Il s'agit entre autres sources d'information le ministère des Moudjahidine, le Centre national des études historiques ou les organismes possédant des archives manuscrites, audiovisuelles ou autres. Il convient aussi de valoriser les efforts consentis par les journalistes qui se penchent sur l'histoire du pays, par les historiens ; renforcer les liens entre journalistes et maisons d'éditions, prôner une stratégie nationale de défense de l'Algérie et de son passé révolutionnaire ; inviter les médias algériens à réserver une rubrique «histoire» dans leurs programmes et publications et créer un prix national annuel récompensant la meilleure recherche ou investigation journalistique qui apporte un plus à l'histoire de l'Algérie.

Ce sont donc les résultats auxquels a abouti cette manifestation, par la section locale de la Fédération nationale des journalistes algériens, affiliée à l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et les autorités locales. Une première. Etaient présents dans la salle de conférences de la wilaya, jeudi dernier, le secrétaire général de la FNJA, Abdennour Boukhankham, journaliste à *El Khabar*, des membres du bureau national et du bureau régional ainsi qu'une vingtaine de journalistes venus principalement de l'Est algérien.

Du côté des officiels : le P/APW, qui a ouvert la séance en sa qualité de secrétaire général de l'Organisation nationale des moudjahidine de la wilaya de Skikda, des élus de cette même institution et de l'APC, et quelques directeurs de l'exécutif. Des organisations de masse, l'association Barik 21 et quelques moudjahidine étaient également au rendez-vous. En l'espace d'une matinée, les deux conférenciers, l'Irako-Algérien Abd El-Kadeem El-Aboudi, et l'Algérien El-Mountasser Batroune n'ont pu aborder exhaustivement le thème prévu pour cette rencontre. Cela est dû également à un fait primordial : le flou qui entoure beaucoup d'aspects de notre histoire. Faisant des essais

nucléaires de la zone de Reggane l'essentiel de ses recherches historiques et physiques, le premier cité, qui a déjà publié quatre livres sur cette tragédie, n'a cessé tout au long de son intervention de louer le rôle, presque solitaire, de la presse dans la mise en exergue des méfaits de la colonisation, notamment celles liées à ce sujet. «Je n'accepte pas le mot essais, il y a eu explosions, 4 exactement, auxquelles s'ajoutent une quarantaine d'essais, s'inscrivant tous dans le cadre de la stratégie militaire extraite de la politique de génocide délibérément fomentée par le colonisateur dès son entrée sur le sol algérien en 1830», rectifie le détenteur de deux doctorats en biophysique et en radio-biochimie. Et de nous en livrer en détails les principaux effets et causes, «les séquelles de cette tragédie, que l'on peut qualifier de crime contre l'humanité, sur les populations autochtones seront ressenties et constatées d'ici à 24 000 années ! Le taux de cancer du sang dans la région est 10 fois plus élevé que dans les autres régions du pays.

Le chameau, à la lumière des études que j'ai réalisées sur le terrain, serait une espèce en voie d'extinction, des déformations hématologiques et génétiques apparaissant sur cet animal centenaire. A Adrar, le cancer des yeux enregistre une ascension fulgurante.

Une quarantaine d'années après, les enfants natifs des zones touchées par les effets de la radio-activité, et qui sont implantées non seulement en Algérie, mais en Libye, Sénégal et Niger, soit sur un rayon de plus de 500 km, naissent avec des déformations génétiques importantes. L'existence de produits chimiques dans les endroits ciblés par les expériences chimiques et biologiques du colonisateur depuis 1850, qui coïncide avec l'usage pour la 1^{re} fois de l'arme chimique (le chloroforme) à Laghouat, ou 3 800 sur les 4 800 habitants que compte la région ont été entassés dans une grotte par 16 000 soldats français et aspergés par le produit, est

un fait qui peut être vérifié. D'ailleurs, la récente visite d'une délégation française à Oued Namous, Béchar, comme rapporté par *El Khabar*, n'était nullement touristique ! Ne mâchant pas ses mots, le professeur responsabilise tout le monde et met en cause le silence assourdissant qui entoure la tragédie de Reggane. «Le cas de Reggane, la honte de la République française, n'a jamais été abordé officiellement et d'une manière tranchante ni par les institutions étatiques habilitées, tels le ministère des Moudjahidine, l'Assemblée populaire nationale et l'Organisation nationale des moudjahidine, ni par les organismes académiques, comme l'université et la multitude de docteurs et de chercheurs qui la composent, ni par les forces vives de la nation.

On a seulement accepté le fait, très humiliant lui aussi, de dédommager les victimes de Reggane à hauteur de 10 millions d'euros par la France, ce qui représente à peu près le dixième des dépenses en matière de prise en charge du cancer supportées par l'Etat algérien !» A ses yeux, la chose est plus sérieuse que cela, et l'implication française doit être plus respectueuse, «l'histoire du pardon français c'est très insignifiant par rapport aux dégâts causés.

En premier lieu, la France doit faire preuve d'un peu de respect à l'égard des Algériens qui ne sont pas dupes, et ce, en mettant à la disposition de l'Algérie les archives réelles liées à l'emplacement des sites touchés par les explosions et à celui de l'enfouissement des déchets. Une fiche évaluative des dégâts doit aussi être établie par l'ancien colonisateur. Après cela, une coopération internationale doit être entamée, basée sur une formation dans le domaine de la protection contre les effets de la radio-activité, qui sera dispensée, bien sûr, par l'ancien colonisateur au profit des universitaires algériens.

Il faut bien souligner que la puissance nucléaire de la France a été bâtie sur les corps des victimes algériennes, notamment de Reggane, ce ne sera donc que réparation des torts causés. La coopération peut aussi s'articuler sur une étude se rapportant sur les dangers de la pollution des eaux souterraines de la

région de Tamanrasset. La coopération sino-japonaise est un exemple à méditer». Il préconise également la mise en place de «deux établissements, l'un médical et l'autre biologique, qui auront pour missions d'étudier les déformations génétiques et de trouver le lien entre le cancer et les effets de la radioactivités».

Le deuxième conférencier, journaliste et historien, usant d'un langage sans fioritures, a entamé son allocution par ces propos illustratifs du vide historique prévalant : «On n'a pas d'archives ! Elles ont été volées. Pourtant, notre nation recèle une richesse plus importante que le pétrole, son histoire.» Il ajoute : «Je ne reconnais pas l'Organisation nationale des moudjahidine. Je reconnais, en revanche, les vrais moudjahidine, en tant que véritables acteurs de la Révolution.» Mettant en cause l'apport négatif des institutions étatiques dans la falsification de l'histoire, ce qui a contribué, entre autres, au désintérêt manifeste des Algériens à l'égard de leur histoire. «A titre illustratif, prenons comme exemple le cas du nombre des moudjahidine.

Durant la guerre de Libération, les statistiques les estimaient à 35 000, en y incluant les combattants des frontières est et ouest. Lors du congrès de Tripoli, on a avancé le chiffre de 70 000 moudjahids vivants. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, en 2009, la comptabilité officielle énumère près d'un demi-

million de moudjahids.» Le conférencier s'indigne également sur le bourrage de crâne planifié par le ministère de l'Education. «On enseigne l'histoire à des élèves de la 3^e année du cycle primaire, lesquels ne savent même pas encore faire des calculs mathématiques. De plus, aux journalistes, il leur recommande de participer à leur manière à l'écriture de l'histoire, en apportant une chronologie des faits, sans verser dans la démagogie ou le parjure.

Dans son intervention, Boukhankham Abdennour a insisté sur le rôle incontournable que doit jouer le journaliste dans l'écriture de l'histoire de son pays. Il a également insisté sur la contribution conjoncturelle des médias dans ce domaine, décrédibilisée surtout par la célérité avec laquelle on traite des sujets historiques en les confiant souvent à des stagiaires. S'adressant à ses confrères, il les a exhortés à libérer les énergies et multiplier les initiatives dans le domaine syndical ou autre.

Une collation à l'hôtel Belle-vue, à Filfila, a charmé les invités qui ont été émerveillés par les potentialités touristiques dont dispose la wilaya. A titre d'information, outre les habituels sponsors, l'EPS, l'APC de Skikda et Sijico, on souligne la participation de la société de la promotion immobilière SARL Néo médina, l'entreprise de communication PUB Car, l'hôtel Belle-vue et la Sarl Megas catering.

Zaïd Zoheir

OUM-EL-BOUAGHI

SIGUS

2 ans de prison ferme pour un receveur indélicat

Accusé de détournement d'argent des comptes de titulaires, un receveur, 41 ans, a été condamné à deux ans de prison par le tribunal d'Oum El-Bouaghi. Les faits, tels que relatés lors du procès, remontent à 2005, lorsque l'inculpé opérait des prélèvements sur des comptes de particuliers, particulièrement ceux des émigrés.Le pot aux roses a été découvert suite à une inspection des services de la direction régionale de Constantine qui constata des irrégularités en écritures comptables. Saisis, les services de sécurité entamèrent une enquête qui aboutit à l'arrestation du mis en cause. Cette affaire a été traitée en première instance au niveau du tribunal de Aïn-Fakroune qui avait retenu une peine d'une année de prison ferme assortie d'une amende de 10 000 DA.

AÏN-BEÏDA

Saisie de marchandises d'une valeur d'un million de dinars

Agissant sur informations, les éléments de la gendarmerie d'Aïn-Beïda ont procédé, en fin de semaine dernière, à la saisie d'une quantité importante de pneumatiques dont la valeur avoisine le million de dinars. Cette marchandise destinée à la contrebande, et dont le transporteur n'a pu justifier l'origine ni la destination, sera remise aux services concernés.

Par ailleurs, une descente des éléments de la gendarmerie a permis la récupération d'un lot important de «couches pour bébés» d'une valeur de 200 000 DA. Pour vente illégale de boissons alcooliques, la même équipe a appréhendé un groupe de 15 éléments dont deux ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal d'Aïn Beïda. La marchandise saisie est estimée à 120 000 DA.

Pour trafic de billets de banque, un Malien condamné à une année de prison ferme

Pour trafic de billets de banque, la cour d'Oum-El-Bouaghi a condamné un sujet de nationalité malienne à une année de prison ferme. Les faits remontent au mois de juillet de l'année en cours, lorsque les services de sécurité de la wilaya de Khenchela sont informés sur des transactions entre deux éléments dont un Malien.

Après une enquête minutieuse, et par réquisition du procureur de la République, les services de sécurité découvrirent tout un équipement de reproduction de faux billets en euros. Le juge d'instruction près le tribunal de Khenchela a requalifié l'affaire en séjour illégal et trafic de faux billets de banque pour la porter devant la cour d'Oum-El-Bouaghi qui prononcera le jugement d'une année de prison ferme à l'encontre du Malien âgé d'une trentaine d'années.

Moussa Chtatha

MOSTAGANEM

Un père condamné pour inceste

Encore un foyer qui vole en éclats, par l'irresponsabilité d'un père et la pulsion incontrôlée de sa fille.

Cet inceste nous révèle des choses que l'on est loin d'imaginer, une histoire triste mais bien réelle, une relation incestueuse entre un père âgé de 58 ans et sa fille de 18 ans. Cette affaire est passée devant la cour d'assises de Mostaganem mercredi dernier mais elle a été renvoyée par les juges au 21 novembre prochain. Les chefs d'inculpation retenus sont l'inceste pour le père, et le faux témoignage et l'outrage à magistrat pour la fille.

Genèse de l'affaire : juin 2008, Rachida tombe enceinte à la grande surprise générale de sa famille composée du père et deux frères, la maman étant divorcée. Jusqu'à là nul n'avait souvenance de l'avoir vu fréquenter un homme. Dans le quartier, on commença à jaser et la nouvelle ne tarda pas à faire le tour du

douar de Sidi El-Majdoub, dans la commune de Hassi Mamèche. Elle finit par accoucher le 23 février 2009 à la maternité de Mostaganem d'un bébé qui n'a pas survécu. Vu qu'elle était démunie de livret de famille, les services de sécurité mis au courant sont arrivés sur les lieux pour interroger la jeune femme. Elle dénonça vite ses deux frères âgés de 20 et 24 ans comme étant les auteurs de cette ignoble grossesse.

Les deux frères furent mis en détention préventive pour inceste,mais les tests ADN s'avérèrent négatifs. Le parquet décide alors une comparaison des

ADN avec celui du père, et le laboratoire scientifique d'Alger mit au jour la terrible nouvelle : c'est bien le père qui est l'auteur de cet inceste. Il fut arrêté et écroué, tandis que ses deux fils ont retrouvé la liberté.

Dans cette famille personne n'imagina la relation intime qui liait la fille à son père d'autant plus qu'elle ne s'est jamais plainte d'une agression sexuelle ; elle était donc, de l'avis de ses deux frères, consentante. Le 21 novembre, le père et sa fille répondront de leurs actes devant la cour criminelle.

A. Bensadok

3 kg de kif saisis

Un dealer soupçonné de trafic de drogue a été interpellé en possession de 3 kg de kif dissimulés dans une ceinture conçue à cet effet. L'interpellé est un repris de justice, habitant à Tigdiit, et était connu des services de police. Il a été présenté au procureur qui a ordonné son incarcération préventive.

A. B.